

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2023-41 du 28 novembre 2023

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les membres de l'APEC s'accordent sur les « Principes de San Francisco » sur l'intégration de la durabilité et de l'inclusion dans les politiques commerciales et d'investissement
2. Deux sénateurs démocrates appellent l'administration à maintenir certains droits de douane additionnels adoptés sous l'administration Trump

Climat – énergie – environnement

3. Le président Biden annonce de nouvelles mesures pour renforcer les chaînes d'approvisionnement américaines, notamment en minéraux et pour les énergies propres
4. Le président Biden rend compte des avancées essentielles de l'IPEF pour les secteurs énergétiques

Transport et infrastructure

5. L'administration Biden annonce la création d'un Bureau du fret multimodal au sein du Département des Transports

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Le comité de règlement des différends de l'USMCA déboute les États-Unis de leur saisie sur les contingents tarifaires laitiers canadiens

Numérique et innovation

7. La FCC propose d'interdire les frais de résiliation anticipée pour le câble et le satellite
8. 24 représentants démocrates accusent X de tirer profit de la désinformation sur le conflit Israël-Hamas dans une lettre ouverte à Linda Yaccarino et Elon Musk
9. Les licenciements se poursuivent dans le secteur technologique aux États-Unis
10. Sam Altman redevient PDG d'OpenAI, la direction de l'entreprise est remaniée

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les membres de l'APEC s'accordent sur les « Principes de San Francisco » sur l'intégration de la durabilité et de l'inclusion dans les politiques commerciales et d'investissement

À l'occasion d'un sommet qui s'est tenu à San Francisco du 11 au 17 novembre [voir [Brèves sectorielles du 17 novembre 2023](#)], les 21 pays membres de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) ont [adopté](#) une série de principes visant à favoriser la durabilité et l'inclusion dans le cadre des politiques commerciales et d'investissement. Ces « Principes de San Francisco » visent à favoriser la transparence et la concertation en matière d'investissement, par l'intermédiaire d'un recours accru aux procédures de consultation publique, ainsi que la prise en considération de différentes perspectives (sur les questions de genre notamment) dans l'élaboration des politiques publiques afférentes. Le communiqué prévoit en outre un renforcement de la coopération des pays membres de l'APEC dans le domaine de l'économie circulaire afin de mieux répondre aux défis environnementaux à l'échelle régionale et mondiale. Si ces principes s'inscrivent dans la lignée de ceux promus par les États-Unis au sein d'autres organisations, à l'instar du Cadre économique Indopacifique (IPEF), leur mise en œuvre revêt néanmoins une dimension non-contraindante. La Chine, qui avait dans un premier temps marqué sa désapprobation, a finalement soutenu l'adoption de ces principes, le communiqué final précisant à cet égard que « le moyen pour chaque économie de parvenir à l'inclusion économique et à la durabilité peut différer en fonction de ce à quoi ressemblent nos sociétés et nos économies ». Parallèlement à l'adoption de ces « Principes de San Francisco », les membres de l'APEC ont [signé](#) une déclaration conjointe (« Golden Gate Declaration ») appelant à « procéder à une réforme nécessaire de l'OMC afin d'améliorer ses fonctions, y compris en menant des discussions visant à disposer d'un système de règlement des différends pleinement opérationnel et accessible pour tous les membres d'ici 2024 ». La prochaine conférence ministérielle de l'OMC se tiendra du 26 au 29 février 2024 aux Émirats arabes unis.

2. Deux sénateurs démocrates appellent l'administration à maintenir certains droits de douane additionnels adoptés sous l'administration Trump

À travers une lettre [adressée](#) au président Biden, les sénateurs démocrates B. Casey (D-Pennsylvanie) et S. Brown (D-Ohio) ont encouragé l'administration à maintenir certains droits de douane américains additionnels adoptés sous l'administration Trump. Dans le cadre de la section 301 du *Trade Act* de 1974, les États-Unis imposent en effet depuis 2018 des droits de douane sur environ 370 Md\$ d'importations en provenance de Chine, en réponse à des pratiques commerciales jugées discriminatoires par Washington. Ces

droits de douane font actuellement l'objet d'une procédure d'examen par le Bureau de la représentante américaine au Commerce (USTR), qui doit se prononcer dans les prochaines semaines sur leur maintien. Les États-Unis ont également adopté sous l'administration Trump des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium, à hauteur respectivement de 25 % et 10 %. Ces mesures ont fait l'objet d'un accord entre l'Union européenne et l'administration Biden en 2021, Bruxelles bénéficiant de quotas d'exportations à droit zéro vers les États-Unis en échange de l'absence de mise en œuvre de mesures de rétorsion côté européen. La prorogation de cet accord, qui échoit le 31 décembre 2023, est en cours de négociation entre Européens et Américains à Bruxelles. Les sénateurs démocrates estiment que les droits de douane adoptés dans le cadre des sections 301 et 232 sont « essentiels pour permettre aux travailleurs de bénéficier de conditions équivalentes et pour contrer les pratiques commerciales déloyales de la Chine », et préconisent à ce titre de les maintenir. Citant les conclusions d'un rapport [réalisé](#) en mars dernier par la Commission américaine pour le commerce international, les sénateurs précisent que la mise en œuvre de ces droits de douane a conduit à un « accroissement significatif de la production nationale au sein des industries concernées par ces mesures », notamment dans le secteur de l'acier au sein duquel les groupes industriels américains auraient investi un montant global de 22 Md\$ aux États-Unis depuis mars 2018. À cet égard, les deux sénateurs préconisent de « ne pas donner suite aux demandes formulées par l'Union européenne qui affaiblirait de quelque manière que ce soit le contingent tarifaire actuel ».

Brèves

- Le 20 novembre, le Département d'État américain a [désigné](#) deux représentants des forces armées russes, Azatbek Omurbekov et Daniil Frolkin, accusés d'avoir participé à des activités de violation des droits de l'homme en Ukraine. Ces deux individus, ainsi que les membres de leur famille, sont désormais interdits d'accès au territoire américain.
- Le 27 novembre, le service d'analyse financière du Trésor américain (FinCEN) a [indiqué](#) avoir rejoint un groupe de travail associant douze pays, dont la France, pour renforcer les mesures destinées à perturber les flux financiers internationaux bénéficiant au Hamas et à d'autres organisations terroristes.

Climat – énergie – environnement

3. Le président Biden annonce de nouvelles mesures pour renforcer les chaînes d'approvisionnement américaines, notamment en minéraux et pour les énergies propres

Le 27 novembre, le président Biden a [annoncé](#) près d'une trentaine d'actions visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement jugées essentielles à la sécurité économique et nationale des États-Unis.

Le même jour, le président Biden a convoqué la réunion inaugurale du Conseil de la Maison-Blanche sur la résilience des chaînes d'approvisionnement. L'objectif de ce nouveau Conseil est de promouvoir la stratégie à long terme des États-Unis en faveur de chaînes d'approvisionnement résilientes et durables.

Le communiqué de la Maison-Blanche indique également la mise en place par le Département du Commerce (DoC) d'un nouveau centre sur les chaînes d'approvisionnement. Ce centre intégrera l'expertise de l'industrie et l'analyse des données pour développer des outils d'évaluation des risques sur les chaînes d'approvisionnement. Ce centre établira des partenariats entre le gouvernement, l'industrie et les universités, et collaborera notamment avec le Département de l'Énergie (DoE) pour mener des analyses approfondies sur l'approvisionnement en énergie propre.

Concernant les énergies propres, le communiqué indique également que le DoE met au point un outil d'évaluation qui tient compte des matières premières, de la fabrication, de la main-d'œuvre et des aspects logistiques, afin d'identifier les risques et opportunités sur la chaîne d'approvisionnement énergétique.

Le communiqué indique enfin que les agences fédérales des études géologiques (USGS), de la recherche avancée pour la défense (DARPA) et l'énergie (ARPA-E) organiseront une série de hackathons à partir de février 2024 pour développer de nouvelles approches via l'intelligence artificielle afin d'évaluer les ressources minérales critiques.

4. Le président Biden rend compte des avancées essentielles de l'IPEF pour les secteurs énergétiques

Le 16 novembre, le président Biden a [annoncé](#) les principaux résultats du cadre économique Indopacifique pour la prospérité (IPEF). Outre l'annonce d'un accord sur le pilier « économie propre » et la signature officielle de l'accord trouvé en mai dernier sur le pilier « chaînes d'approvisionnement » [voir [Brèves sectorielles du 17 novembre 2023](#)], le communiqué de la Maison-Blanche indique la mise en place d'un dialogue sur les minéraux critiques de l'IPEF, qui soutiendra l'expansion et le développement intégral par les États-Unis de leur chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques – de l'exploitation minière à la transformation – grâce à des efforts visant

à renforcer la compétitivité et la diversification des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques de l'IPEF.

Brèves

- Le 21 novembre, le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) l'approbation du projet Empire Wind, sixième approbation d'un projet d'énergie éolienne offshore sous l'administration Biden. Empire Wind propose de développer deux parcs éoliens en mer : Empire Wind 1 et Empire Wind 2. La zone de concession est située à environ 22 km au sud de Long Island, New York, et à environ 31 km à l'est de Long Branch, New Jersey. L'ensemble de ces projets comprendrait jusqu'à 147 éoliennes pour une capacité totale de plus de 2 GW.
- Le 17 novembre, le DoE a [annoncé](#) l'octroi de 169 M\$ à 9 projets visant à accélérer la fabrication de pompes à chaleur électriques sur 15 sites à travers le pays. Les fonds proviennent de l'utilisation par le président Biden du Defense Production Act, au motif de la sécurité nationale et de la menace climatique.
- Le 15 novembre, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que la dernière vente aux enchères de quotas d'émission de CO₂ dans le principal centre d'échange régional du nord-est des États-Unis a atteint des prix presque record, alors que le nombre de quotas disponibles a été réduit. La dernière vente aux enchères trimestrielle de la Regional Greenhouse Gas Initiative (RGGI) a abouti à un prix de 13,85 \$/tonne pour les quotas d'émission de CO₂, se rapprochant du prix record de 13,90 \$/tonne établi en mars 2022. Lancée en 2009, la RGGI est un effort de coopération entre 12 États de l'est des États-Unis visant à réduire les émissions de CO₂ des centrales électriques. Les États participants fixent un plafond régional pour les émissions de CO₂ des centrales électriques assujetties.
- Le 13 novembre, l'US EIA a [indiqué](#) que la capacité d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Amérique du Nord devrait plus que doubler d'ici 2027. La capacité d'exportation de GNL de l'Amérique du Nord devrait passer de 323 Mm³/jour à 688 Mm³/jour, à mesure que le Mexique et le Canada mettront en service leurs premiers terminaux d'exportation de GNL et que les États-Unis augmenteront leur capacité existante. L'US EIA rappelle que 5 projets d'exportation de GNL sont actuellement en cours de construction aux États-Unis, d'une capacité combinée de 275 Mm³/jour : Golden Pass, Plaquemines, Corpus Christi Stage III, Rio Grande et Port Arthur. Les promoteurs prévoient que les exportations de GNL de Golden Pass LNG et de Plaquemines LNG commenceront en 2024.

Transport et infrastructure

5. L'administration Biden annonce la création d'un Bureau du fret multimodal au sein du Département des Transports

Le 27 novembre, à l'occasion de la réunion inaugurale du Conseil de la Maison-Blanche sur la résilience des chaînes d'approvisionnement (cf. *supra*), le président Biden et le Secrétaire aux Transports Buttigieg ont [annoncé](#) la création d'un Bureau chargé des politiques et infrastructures en matière de fret multimodal (*Office of Multimodal Freight Infrastructure and Policy* -- OST-F, ou *Multimodal Freight Office*). Acté par le Congrès à travers la loi bipartisanne pour les infrastructures (BIL), ce nouveau Bureau du fret multimodal positionné au sein du Département des Transports sera notamment chargé de piloter l'initiative FLOW (*Freight Logistics Optimization Works*). Lancée en août 2022, cette initiative volontaire vise à produire une vision partagée du système logistique national et à améliorer l'efficacité et la fiabilité des chaînes logistiques en favorisant le partage d'informations entre les acteurs publics et privés, sans compromettre la confidentialité de certaines données sensibles ou propriétaires. L'initiative [rassemble](#) notamment les cinq plus grands ports du pays, les principaux importateurs dans le secteur de la vente au détail, les compagnies de transport maritime, mais également des compagnies de transport de fret ferroviaire, de fret routier, des fournisseurs d'équipements multimodaux, des gestionnaires immobiliers pour l'entreposage et des commissionnaires de transport.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Le comité de règlement des différends de l'USMCA débout les États-Unis de leur saisie sur les contingents tarifaires laitiers canadiens

Dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'accord de libre-échange États-Unis – Mexique – Canada (USMCA), les États-Unis avaient demandé en janvier 2023 qu'un panel se prononce sur la conformité des règles d'importation de produits laitiers au Canada. Les États-Unis considéraient en effet ces règles contraires à l'accord, estimant que le Canada traitait de façon inégale détaillants, importateurs et acteurs de la restauration, en leur allouant des contingents tarifaires plus limités pour les produits laitiers à forte valeur ajoutée importés des États-Unis.

En décembre 2021, le Canada avait pourtant été contraint de modifier les règles d'attribution des contingents tarifaires qui

s'imposaient aux importations des produits laitiers, à la suite d'une première plainte des États-Unis, [arbitrée](#) en faveur de ces derniers.

Ces règles, révisées fin 2021, avaient été de nouveau mises en cause par les États-Unis, qu'ils jugeaient toujours trop restrictives pour 14 catégories de produits laitiers, tout particulièrement les catégories de produits transformés à haute valeur ajoutée, une grande partie des contingents étant attribuée à des produits bruts. Les États-Unis avaient alors lancé des [consultations](#) fin 2022, avant de porter leurs préoccupations devant un panel de règlement des différends en janvier 2023.

Le 10 novembre, le panel, composé de trois membres, a [tranché](#) en faveur du Canada, un panéliste déclarant toutefois qu'il trouvait le traitement différencié entre importateurs opéré par le Canada incompatible avec l'accord. La décision, arrêtée à la majorité, a suscité la [satisfaction](#) des ministres du commerce et de l'agriculture canadiens, qui ont rappelé l'importance de l'industrie laitière au Canada.

Aux États-Unis, les Secrétaires au Commerce et à l'Agriculture ont pris acte de cette décision et ont [annoncé](#) continuer à travailler de manière concertée pour l'accès des produits américains au marché canadien.

Brèves

- Après le vote du budget provisoire jusqu'en janvier 2024 et en attendant le vote d'un budget définitif, le programme d'aide alimentaire pour les mères et les enfants en bas âge (WIC) voit son fonctionnement temporairement menacé, le budget provisoire voté ne couvrant pas l'augmentation des besoins observés. Les administrateurs locaux du WIC craignent de devoir mettre sur liste d'attente des foyers éligibles qui souhaiteraient rejoindre le programme. La Maison-Blanche avait demandé une rallonge d'1 Md\$ qui n'a pas été comprise dans le budget provisoire.
- Samantha Power, administratrice de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), a [renouvelé](#) son soutien à l'Ukraine lors du sommet mondial sur les céréales ukrainiennes.

Numérique et innovation

7. La FCC propose d'interdire les frais de résiliation anticipée pour le câble et le satellite

La Commission fédérale des communications (FCC) des États-Unis a récemment [proposé](#) d'interdire les frais de résiliation anticipée exigés par les opérateurs de services de câble et de satellite. L'objectif de cette initiative est de renforcer la flexibilité et la liberté de choix des consommateurs en matière de fournisseurs de services.

Le vote sur cette proposition de la FCC est programmé pour la mi-décembre. Le président Biden a commenté cette initiative mardi dernier sur X, [déclarant](#) : « Les entreprises ne devraient pas contraindre les consommateurs à utiliser des services indésirables avec des frais prohibitifs. Cela est injuste, contribue à l'augmentation des coûts et freine la concurrence. Nous agissons pour changer cette situation ».

8. 24 représentants démocrates accusent X de tirer profit de la désinformation sur le conflit Israël-Hamas dans une lettre ouverte à Linda Yaccarino et Elon Musk

24 Représentants démocrates ont [adressé](#) une lettre à Linda Yaccarino, PDG de X, et Elon Musk, accusant la plateforme de bénéficier financièrement de la diffusion de désinformation et de contenu violent lié au conflit entre Israël et le Hamas. Dans cette lettre, ils expriment leurs préoccupations quant à l'influence et la responsabilité des plateformes numériques en matière de modération de contenu et soulignent l'importance de la régulation des contenus en ligne et la nécessité pour les entreprises de prendre des mesures plus strictes contre la désinformation et les contenus incitant à la violence. L'entreprise X, de son côté, [défend](#) sa politique de modération de contenu et ses efforts pour combattre la désinformation.

9. Les licenciements se poursuivent dans le secteur technologique aux États-Unis

D'après les données recueillies par le « [Tech Layoffs Tracker](#) » de Crunchbase, l'année 2023 enregistre un nombre important de licenciements dans le secteur technologique aux États-Unis. En effet, plus de 183 000 employés de sociétés technologiques basées aux États-Unis ont été licenciés jusqu'à présent en 2023. Ce chiffre dépasse largement les 93 000 licenciements observés durant toute l'année 2022. Les licenciements ne sont pas limités aux grandes entreprises comme Google et Microsoft mais proviennent également de nombreuses startups, certaines ayant même dû fermer leurs portes. Par ailleurs, selon une étude de [LinkedIn](#), plus de la moitié des travailleurs qui ont été licenciés du secteur technologique aux États-Unis en 2023 ont retrouvé des emplois en dehors de ce secteur.

10. Sam Altman redevient PDG d'OpenAI, la direction de l'entreprise est remaniée

Le 17 novembre, le conseil d'administration d'OpenAI avait [évincé](#) Sam Altman, CEO et co-fondateur de l'entreprise, en citant des divergences stratégiques et un manque de sincérité dans ses communications. Cette décision a entraîné des répercussions immédiates, avec la démission de plusieurs membres clés, y compris le président et co-fondateur Mark Brockmann, ainsi que des figures importantes de la recherche et de l'évaluation des risques. Emmett

Shear, co-fondateur de Twitch, a été nommé CEO par intérim le 19 novembre.

Le 22 novembre, OpenAI a annoncé le retour de Sam Altman en tant que CEO. En parallèle, un nouveau conseil d'administration a été formé, incluant des personnalités comme Larry Summers, Bret Taylor, et Adam d'Angelo, ce dernier étant le seul membre du précédent conseil à être reconduit.

Brèves

- Broadcom a [annoncé](#) la finalisation de son acquisition de VMware pour 69 Md\$. Cette transaction, qui compte parmi les plus importantes du secteur technologique, renforce la position de Broadcom dans le cloud computing.
- Le Royaume-Uni et les États-Unis, avec le soutien de 17 autres pays dont la France, ont [publié](#) des lignes directrices pour la sécurisation des applications d'IA. Cette initiative vise à intégrer des principes de sécurité dès le début du développement de l'IA, en réponse aux préoccupations croissantes sur les vulnérabilités et les risques potentiels associés à cette technologie.

Santé

Brèves

- Le National Health Service (NHS) britannique a [attribué](#) le 21 novembre, un contrat de gestion de plusieurs milliards de livres sterling, d'une durée initiale de 5 ans, à l'entreprise technologique américaine Palantir, pour la création d'une nouvelle plateforme de données. Cette plateforme a pour but de relier les différents systèmes de données du système de santé public britannique et de centraliser l'ensemble des données entre différents hôpitaux sur les patients, dans leur parcours de soin.
- Le 8 novembre, Amazon a [annoncé](#) le lancement de possibilités d'abonnements à son offre de soins One medical, à tous ses clients membres d'Amazon Prime. Il s'agit de la première mesure importante prise par Amazon pour intégrer One Medical à son offre de base depuis son acquisition pour 3,9 Md\$ début 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)